



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2023-11
Séance du 13 mars 2023 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-trois, le treize mars à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Théo Briane, Roger Caizergues, Didier Huber, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Filipe Serra
Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjalbert, Elodie Joannot, Paloma Pervent, Fanny Suau, Brigitte Torrandell, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Sylvain Deyrat pouvoir à M. Didier Huber, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Michel Perez, Mme Romane Palau pouvoir à Mme Elodie Joannot, M. Alexis Viala pouvoir à Mme Frédérique Berard

Absents excusés : M. Sylvain Castellon, Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan

Secrétaire de séance : M. François Petit

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 16

Procurations : 4

Absents : 3

Votants : 20

Date de convocation et affichage

9 mars 2023

Objet : Don de mobilier

M. le maire informe les membres du conseil municipal du don de mobilier proposé par M. Jérôme HERAND à la commune.

Cette donation concerne :

- Un coffre de style XVIIème siècle d'une dimension de 160x65x53, cm estimé à cent euros (100 €),
- Une bonnetière de style XVIIIème siècle, d'une dimension de 225 x 68 x 106 cm, estimée à deux cents euros (200 €).

Le conseil municipal, après discussion et à l'unanimité

- Accepte la donation présentée,
- Dit que ce mobilier sera installé dans les salles du château des évêques,
- Donne pouvoir à M. le maire de signer tous les documents concernant à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 13 mars 2023

Roger CAIZERGUES
Maire

François PETIT
Secrétaire de séance

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 3.1